



Le développement durable : Un nouvel enjeu pour la communication numérique des collectivités territoriales : cas du Conseil régional Rabat-Salé-Kénitra

Issam El Miloudi, Soumaya El Mendili

► To cite this version:

Issam El Miloudi, Soumaya El Mendili. Le développement durable : Un nouvel enjeu pour la communication numérique des collectivités territoriales : cas du Conseil régional Rabat-Salé-Kénitra. *Revue Internationale de Management, d'Entrepreneuriat et de Communication*, 2021, Communication publique et marketing territorial au Maghreb, numéro spécial (6), pp.59-82. <10.59285/rimec.335>. <hal-04674075>

HAL Id: hal-04674075

<https://hal.science/hal-04674075v1>

Submitted on 20 Aug 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC0 1.0 - Universal - International License

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : UN NOUVEL ENJEU POUR LA COMMUNICATION NUMÉRIQUE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- Cas du Conseil Régional Rabat-Salé-Kénitra -

Issam EL MILOUDI

Doctorant en Sciences de l'Information et de la Communication

Soumaya EL MENDILI

Professeure de l'enseignement supérieur en SICOM

Laboratoire « Langue, Traduction, Communication et Culture » (LT2C)

Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université Mohamed V - Rabat - MAROC

Résumé :

Aujourd'hui, les collectivités territoriales ne peuvent plus ignorer ou mettre à l'écart la nécessité de l'intégration du développement durable dans leurs stratégies de communication globale. Dans cette optique, chaque collectivité se trouve dans l'obligation d'adopter une approche participative à la fois sociale, économique et environnementale, en faisant montre d'une volonté irréprochable afin d'inculquer aux gens les principes du développement durable.

L'objet de cette contribution porte sur la communication numérique sur le développement durable, avec comme cas d'étude la région Rabat-Salé-kénitra du Maroc, dont l'objectif est d'évaluer et d'analyser, sur les plans quantitatif et qualitatif, la place accordée au développement durable dans les différents outils de communication numérique dont dispose cette collectivité territoriale.

Mots clés : Communication publique numérique - Collectivité territoriale - Développement durable.

Abstract:

Today, local authorities are forced to integrate sustainable development into their global communication strategies. In this context, each community is obliged to adopt a participatory approach that is social, economic and environmental at the same time, in order to instill in people the principles of sustainable development.

The object of this contribution relates to digital communication on sustainable development, with the Rabat-Sale-kenitra region of Morocco as a case study. The objective is to assess and analyze, quantitatively and qualitatively, the place given to sustainable development in the various digital communication tools available to this region.

Key-words: Digital public communication - Local authority – Sustainable development.

ملخص:

مما لا شك فيه اليوم أن الجماعات الإقليمية ليس بإمكانها تجاهل أو عدم دمج مفهوم التنمية المستدامة ضمن استراتيجياتها المتعلقة بالاتصال. فحاليا، كل جماعة ترابية هي ملزمة بتبني نهج تشاركي اجتماعي واقتصادي وبيئي في نفس الوقت، يظهر إرادتها لغرس مبادئ التنمية المستدامة في نفوس المواطنين والمواطنات.

يتمحور هذا المقال حول الاتصال الرقمي ودوره في التعريف بالتنمية المستدامة مع تسليط الضوء بصفة خاصة على نموذج جهة الرباط-سلا-القنيطرة بالمغرب. وذلك من خلال تقييم وتحليل كمي وكيفي للمكانة التي تخصصها هذه الجهة للتنمية المستدامة على مستوى مختلف وسائل الاتصال الرقمي. في هذا الإطار، شملت الدراسة الميدانية محورين أساسيين. يتعلق الأول بتقييم الموقع الإلكتروني للجهة من خلال تحديد الموضوعات وكذلك الأقسام التي تسلط الضوء على جانب التنمية المستدامة. أما فيما يخص المستوى الثاني، تركز الدراسة فيه على جمع وتحليل البيانات من صفحة الفيسبوك الخاصة بالجهة وذلك من أجل تقييم الاتصال حول التنمية المستدامة من خلال دراسة المحتوى المنشور خلال الفترة الممتدة ما بين 1 يناير و31 مارس 2020.

الكلمات المفتاحية : الاتصال العمومي الرقمي - جماعة محلية/إقليمية - التنمية المستدامة.

INTRODUCTION

« Aussi, engageons-Nous le gouvernement à donner corps aux grandes orientations issues du dialogue élargi visant l'élaboration d'une Charte nationale pour la protection de l'environnement et le développement durable, dans un plan d'action intégré ayant des objectifs précis et réalisables dans tous les secteurs. »

Extrait du Discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI à l'occasion de la fête du Trône, le 30 juillet 2010.

Depuis Son discours prononcé au Sommet de la Terre lors de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, à Rio de Janeiro en 1992, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a voulu faire du développement durable un projet de société et un modèle de développement pour relever les défis du XXI^e siècle. Dès lors, le Maroc s'est vu engager corps et âme en intégrant les principes fondamentaux du développement durable dans ses stratégies et politiques de développement. Ceci s'est traduit par la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement durable (SNDD) 2030 « visant à bâtir des bases solides de développement économique, améliorer les conditions sociales et accélérer la cadence des réalisations environnementales à travers des mesures tant préventives que correctives¹ ».

L'ensemble des réformes et stratégies adoptées vient renforcer les nouvelles dispositions apportées par la Constitution 2011 qui dispose dans son article 31 que « l'État, les établissements publics et les collectivités territoriales œuvrent à la mobilisation de tous les moyens à disposition pour faciliter l'égal accès des citoyennes et des citoyens aux conditions leur permettant de jouir des droits [...] au développement durable ». Dans ce contexte et s'inscrivant dans le cadre de la régionalisation avancée, ces nouvelles orientations nationales ont intégré le niveau *infra* –le territoire – dans le cadre de leur planification et leur mise en place.

Aujourd'hui, les collectivités territoriales sont appelées à participer au développement économique, social et culturel de leur territoire, en élargissant ainsi leurs activités aux divers domaines où leur efficacité et leur influence seraient plus marquantes. À cet effet, la communication trouve sa place et s'avère primordiale à la définition et à la promotion du

¹ Ministère de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement, « La Stratégie nationale du développement durable 2030 », adoptée lors du Conseil des ministres le 25/06/2017.

développement durable par les collectivités territoriales appelées désormais à rehausser le niveau de la qualité des services publics offerts au citoyen et à renforcer leur confiance dans l'administration. C'est pour cela d'ailleurs que les responsables des collectivités territoriales doivent marier communication et développement durable dans le but de bâtir un territoire vivable, viable, équitable et par conséquent durable.

La région de Rabat-Salé-Kénitra (RSK) n'est pas en marge de ces évolutions et se trouve au cœur des différentes politiques relatives au développement durable. Tenant compte de ses divers spécificités et atouts économique, touristique, démographique... la région RSK est engagée dans une politique favorisant le développement durable². Ceci s'est concrétisé par l'élaboration d'un plan de développement régional, qui répond aux composantes du développement durable : l'économie, le social et l'environnement.

Eu égard à ces considérations, il apparaît donc intéressant de nous interroger sur la place qu'occupe la notion du développement durable à travers ses trois dimensions dans la communication numérique de la région de Rabat-Salé-Kénitra. Cette réflexion ne peut être appréhendée qu'à travers un questionnement qui prend en compte les différents aspects de cette problématique. Outre l'interrogation principale posée, cette étude vise, de façon spécifique, à trouver des réponses concluantes aux questions suivantes : comment la présence de la région Rabat-Salé-Kénitra se manifeste-elle sur le web 2.0 ? Quelle place prend le développement durable dans la communication numérique de la région RSK ?

Pour répondre à ces interrogations, la première phase de ce travail de recherche a porté sur la définition des principaux concepts, au moment où la deuxième phase de cette étude s'est focalisée sur l'étude de la place du développement durable dans la communication numérique de la région RSK. Pour ce faire, une évaluation et une analyse des différents outils numériques dont dispose la région ont été effectuées, et ce, pour relever les aspects du développement durable dans ses actions de communication.

DÉFINITION DES CONCEPTS

Aborder le sujet du développement durable, comme nouvel enjeu pour la communication numérique des collectivités territoriales, nécessite une définition et une

² Challenge, *Rabat-Salé-kénitra : le Programme de Développement Régional adopté*, [En ligne] <https://www.challenge.ma/rabat-sale-kenitra-le-programme-de-developpement-regional-adopte-85758/> (Consulté le 10 août 2020)

compréhension d'un ensemble de concepts, notamment : le développement durable, la communication publique, la communication des collectivités territoriales...

Le développement durable, un concept multidimensionnel

Depuis la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de Rio de Janeiro en 1992, le développement durable est désormais la question importante et primordiale d'une grande partie de travaux de recherche. Il est littéralement la traduction de l'expression anglaise « *sustainabledevelopment* ». L'adjectif « *sustainable* » pourrait également être traduit par « soutenable, acceptable, raisonné afin de prendre en compte la dimension éthique et l'inscription dans le temps de cette notion³ ». En effet, la notion du développement durable est généralement accolée à la seule dimension écologique ou environnementale, en omettant de l'intégrer dans une approche globale qui considère qu'un développement ne pourrait être durable et viable qu'à travers une conciliation permanente entre les domaines économique, social et environnemental. C'est pour cela d'ailleurs qu'on compte autant de définitions qu'il y a d'auteurs ayant tenté de définir le concept de développement durable.

C'est au rapport « Notre avenir à tous » (1987), dit rapport Brundtland⁴, que l'on doit la première définition de la notion du développement durable. Il s'agit, d'après ce document de référence en matière de politiques environnementales, d'un mode de développement qui vise à répondre « aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs⁵ ». Le sens du développement est ici lié au fait que l'être humain ne pourra pas produire ni consommer, de façon indéfinie, des produits sollicitant « des ressources naturelles que la planète n'est pas capable d'en offrir à long terme⁶ ».

Bruno Cohen-Bacrie (2009) voit que pour qu'un développement soit durable, il devra respecter impérativement et simultanément « *l'efficacité économique, l'équité sociale et le respect de l'environnement*.⁷ » De cette définition, ressort l'aspect multidimensionnel de ce concept qui ne se limite pas à l'environnement, mais qui s'étend à d'autres domaines vitaux à la vie d'une société, notamment le social et l'économie, comme le confirme Corinne Lepage⁸

³ Bruno Cohen-Bacrie, Communiquer efficacement autour du développement durable : de l'entreprise éthique à la collectivité citoyenne, les éditions Démos, « Collection communication », 29/06/2009, p.14.

⁴ Le rapport « Notre avenir à tous », connu sous l'appellation le rapport Brundtland, constitue le texte fondateur du développement durable, dont la rédaction remonte à 1987, à l'occasion de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement présidée par la Norvégienne Gro Harlem Brundtland pour le compte des Nations Unies.

⁵ Farid Baddache, le développement durable, Édition Eyrolles, 2010, p. 14.

⁶ Ibidem.

⁷ Bruno Cohen-Bacrie, *Op. cit.*, p. 14.

⁸ Corinne Lepage est une avocate et une femme politique française engagée dans la protection de l'environnement.

qui considère que le développement durable consiste en une gestion à long terme regroupant protection de l'environnement, performance économique et équité sociale. Sylvie Brunel (2015), quant à elle et dans la même logique, voit que pour que nous puissions parler de développement durable, il faut « mettre en œuvre des politiques économiques efficaces, qui soient en même temps socialement équitables et écologiquement tolérables⁹ ».

En guise de synthèse, retenons que le développement durable est un mode de développement permettant une économie viable, une société équitable et un environnement viable.

La communication des collectivités territoriales, un outil pour promouvoir le développement durable

D'après les définitions susmentionnées, il apparaît clairement que la promotion du développement durable ne relève pas uniquement de la responsabilité des instances internationales, mais il s'agit d'une responsabilité sociétale partagée à tous les niveaux, en allant de l'État jusqu'au citoyen-usager en passant par les entreprises et les collectivités territoriales¹⁰ qui « jouent un rôle clé dans l'appropriation du développement durable¹¹ » sur leurs territoires. Ce rôle découle de l'une des principales fonctions qui leur sont attribuées à savoir « la défense des valeurs et la promotion des comportements responsables¹² ». En effet, les collectivités territoriales, considérées comme étant le représentant de l'État sur un territoire donné, sont tenues de défendre et de promouvoir les valeurs de base de l'État de droit, celles reconnues par la société et les institutions, ainsi que les comportements de citoyens responsables, notamment : le respect des droits humains, l'intégration des personnes handicapées, le respect de l'environnement, etc. L'ensemble de ces valeurs pourrait être véhiculé auprès des populations via l'organisation d'événements ou de campagnes de sensibilisation. Et c'est à ce niveau que la communication des collectivités territoriales trouve tout naturellement sa place comme l'une des clés de la promotion du développement durable, car comme on dit : « pas de développement durable sans communication¹³ ». Cette forme de communication est connue sous diverses appellations¹⁴, dont les plus courantes sont : la communication territoriale, la communication

⁹ Sylvie Brunel, le développement durable, « Coll. Que sait-on ? », n°3719, mars 2015, p.35.

¹⁰ Selon le dictionnaire Larousse, une collectivité territoriale est une circonscription administrative dotée de la personnalité morale. Les collectivités sont les régions, les préfetures, les provinces et les communes.

¹¹ Ludovic Schneider, 100 questions pour comprendre et agir : Le développement durable territorial, Édition AFNOR, 2010, p.9.

¹² Martial Pasquier, La communication publique, Édition De Boeck Supérieur, 14 octobre 2011, p. 47.

¹³ Office fédéral du développement territorial ARE – Direction du développement et de la coopération (DDC), Communiquer le développement durable – Guide pratique, Suisse, 2007, p. 4.

¹⁴ Richard Awono, « La communication territoriale : constructions d'un champ », Communiquer, 15 | 2015, mis en ligne le 17 octobre 2015, consulté le 16 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/communiquer/1686> ; DOI : 10.4000/communiquer.1686.

publique territoriale, la communication municipale, l'information locale, etc. Cette diversité terminologique est expliquée d'une part, par les spécificités structurelles de l'organisation territoriales d'un pays à l'autre et, d'autre part, par les variations de la conception épistémique de ce champ¹⁵. Pour Richard Awono (2015), la communication des collectivités territoriales, ou la communication territoriale comme il l'appelle, est un sous-ensemble de la communication publique lorsqu'on se situe à l'échelle territoriale. C'est pour cette raison qu'il faut s'arrêter sur la définition de la communication publique, et ce, pour mieux cerner la notion de la communication des collectivités territoriales en s'inscrivant dans une approche plus globale.

En effet, la communication publique concerne d'abord tant les institutions publiques que les organisations publiques dont les formes peuvent être variées. Ensuite, prise comme un processus organisé, elle regroupe toutes les activités formelles qu'elles soient écrites ou orales indépendamment du support utilisé et pouvant toucher une seule personne, un groupe spécifique de personnes ou un ensemble non-défini de destinataires¹⁶. Dans ce cadre, Pierre Zémor (2008) a défini la communication publique comme étant « la communication formelle qui tend à l'échange et au partage d'information d'utilité publique, ainsi qu'au maintien du lien social, et dont la responsabilité incombe à des institutions publiques ou à des organisations investies de missions d'intérêt collectif¹⁷ ». On retient de cette définition que les finalités de la communication publique sont les mêmes que celles des organismes publics¹⁸, à savoir : informer, écouter, contribuer à assurer la relation et accompagner les changements tant comportementaux que d'organisation sociale. Pour Martial Pasquier (2011), la communication publique peut être définie comme l'ensemble des activités d'institutions et d'organisations publiques visant à transmettre et à échanger des informations dans le but principal de présenter et d'expliquer des décisions publiques, d'en promouvoir la légitimité, de défendre des valeurs connues et d'aider au maintien du lien social.

Par ailleurs, avec l'arrivée de la décentralisation¹⁹, la communication publique, qui a été longtemps attachée essentiellement à l'État et aux grandes institutions et organisations publiques, s'est vue attribuer une nouvelle fonction consistant à favoriser l'échange et le partage d'informations d'utilité publique, ainsi que le maintien du lien social sur un territoire bien

¹⁵ Ibidem.

¹⁶ Martial Pasquier, « Communication publique », dans L. Côté et J.-F. Savard (dir.), *Le Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique*, 2012, [en ligne], www.dictionnaire.enap.ca (Consulté le 30 juillet 2020).

¹⁷ Pierre Zémor, *la communication publique*, Édition PUF, « Coll. Que sais-je ? », 2008, p. 5.

¹⁸ Dominique Bessières, « La définition de la communication publique : des enjeux disciplinaires aux changements de paradigmes organisationnels », *Communication et organisation* [En ligne], 35 | 2009, mis en ligne le 01 décembre 2012, consulté le 04 juin 2020.

¹⁹ Guy Lorant, *les collectivités locales face aux défis de la communication*, Édition le Harmattan, 2005, p. 10.

déterminé. On parle ici de la communication des collectivités territoriales qui constitue une forme de « communication qui porte sur le "territoire" en tant que collectivité humaine dans un espace donné²⁰ ». De plus, cette forme de communication spécifique trouve également son fondement du fait que la collectivité est aujourd'hui présentée comme étant une marque confrontée à un marché concurrentiel²¹. Dans ce cadre, les collectivités se trouvent désormais devant la nécessité de faire rayonner, à travers des actions de communication, le potentiel économique et culturel dont elles disposent, et ce, dans une logique de concurrence avec les autres territoires -Marketing territorial.

Le numérique au cœur de la communication des collectivités territoriales

Depuis l'apparition du web en général et le développement des réseaux sociaux en particulier, les collectivités territoriales ont saisi la nécessité et l'obligation d'y être présentes, car c'est là où la grande majorité de leurs cibles est active. Cependant, le fait de disposer d'outils numériques et de les utiliser quotidiennement n'est pas suffisant, car « une stratégie digitale n'est pas la somme des actions réalisées sur Internet²² », mais elle se définit comme étant « l'intégration native d'Internet en amont de la réflexion au niveau même de la stratégie de l'entreprise, et l'identification des axes de présence et d'action au sein de chaque fonction/métier à l'égard des autres leviers et moyens²³ ». Dans cette logique, les collectivités territoriales sont appelées à mettre une stratégie de communication numérique à plusieurs voix. La première étape consiste dans le développement d'un site web dont l'objectif est de présenter la collectivité en question, ses projets et ses actions entreprises. Il s'agit ici de développer des interfaces adaptées aux évolutions des modes de vie de la société, en combinant ainsi entre une communication que l'on peut qualifier d'opérationnelle – le fait d'entrer en contact avec l'administré sans véritable dimension politique –, et une communication de service public s'adressant aux citoyens²⁴. Quant à la deuxième étape d'une stratégie de communication numérique des collectivités territoriales, elle se traduit à travers la présence sur les réseaux sociaux. Ces derniers permettent la diffusion d'informations à destination d'un groupe cosmopolite de personnes ayant des intérêts partagés, en profitant ainsi de la dynamique d'interaction offerte par les réseaux sociaux.

²⁰ Richard Awono, *Op. Cit.*

²¹ Doutrellot, Mabi et Moreau, « La communication des collectivités à l'épreuve du numérique », *La communication publique en tension*, Sous la direction de François Lambotte, Alexandre Piraux et Luc Wilkin, 2012, pp 93-111.

²² YoumnaOvazza, Comment construire une stratégie digitale ?, mai 2011, p. 30.

²³ *Ibidem.*

²⁴ Doutrellot, Mabi et Moreau, *Op. Cit.*

Malgré cette panoplie d'avantages, on assiste, jusqu'à aujourd'hui, à une pérennisation d'une tendance modérée, voire pessimiste, quant à l'apport des nouvelles technologies à la communication des collectivités territoriales. Certains auteurs voient que les outils numériques opèrent plutôt contre la collectivité territoriale, dans la mesure où les stratégies de communication en ligne des producteurs de l'information, qualifiée de territoriale, mènent à la marchandisation de l'information et, par conséquent, au brouillage de l'information citoyenne ou territoriale²⁵.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CŒUR DES STRATÉGIES DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION RABAT-SALÉ-KÉNITRA

Dans le cadre de l'application des dispositifs de la loi organique relative aux régions et le décret 2-16-299, les conseils régionaux sont appelés à établir un plan de développement régional (PDR). Ce dernier est « le document de référence qui sert à la programmation des projets et des actions dont la réalisation est programmée ou prévue sur le territoire de la région, en vue de promouvoir le développement intégré et durable intéressant, en particulier, l'amélioration de l'attractivité de l'espace territorial de la région et le renforcement de sa compétitivité économique²⁶ ». Ce plan se compose de quatre principaux référentiels et outils, à savoir : la charte incluant la vision de développement du territoire régional ; le cadre de programmation et de structuration de l'action de la région à moyen et long terme ; la programmation et le portefeuille de projets et actions pour les six prochaines années et enfin, les projets phares pour ces dernières.

Dans le cadre de ce travail de recherche, nous avons mené une analyse approfondie du Plan de Développement Régional de la région de Rabat-Salé-Kénitra, objet de notre étude, chose qui nous a permis de relever les trois axes majeurs qui le constituent et qui se rapportent aux trois domaines ci-après :

- Social : permettre à chacun de bénéficier des mêmes chances de réussite et de qualité de vie ;
- Économique : libérer les énergies et le potentiel de croissance du territoire ;
- Environnemental : construire un développement équilibré sur l'ensemble du territoire de la région.

²⁵ François Demers, « La communication publique, un concept pour repositionner le journalisme contemporain », *Les cahiers du journalisme*, n°18, printemps 2008, pp. 208-230.

²⁶ L'article 2 du décret 2-16-299 fixant la procédure d'élaboration du programme de développement régional, de son suivi, de son actualisation, de son évaluation ainsi que les mécanismes de dialogue et de concertation pour son élaboration.

Aperçu sur la région de Rabat-Salé-Kénitra

La région Rabat-Salé-Kénitra (RSK) est l'une des douze régions administratives du Royaume du Maroc. Elle est située au Nord-Ouest du Maroc et s'étend sur une superficie de 17.570 Km², soit 2,4% de la superficie totale du pays (710.850 Km²). Elle comporte environ 4.580.866 habitants, soit 13,5% de la population du Maroc, selon le recensement général de la population et de l'habitat du Haut-Commissariat au Plan (HCP) en 2014.

La région RSK dispose de l'un des meilleurs potentiels environnemental, infrastructurel, économique, etc. Dans ce cadre, et pour n'en citer que quelques exemples, la région RSK dispose d'un/une:couvert forestier important (la forêt de Maâmora) ;importante infrastructure de transport (aéroport, réseau routier et autoroutier, ligne à grande vitesse, etc.) ;infrastructure sanitaire de qualité ;infrastructure universitaire de pointe (deux universités publiques et une université internationale) ;potentiel industriel très important (Atlantic Free Zone, installation de PSA Peugeot à Kénitra...).

Le développement durable, l'épine dorsale du PDR de la région RSK

Selon les trois grands axes développés dans son plan de développement régional qui concerne la période entre 2017 et 2020, la région Rabat-Salé-Kénitra prévoit la mise en place d'un ensemble d'actions, promouvant une culture de développement durable²⁷. Chacun de ces axes est décomposé en des objectifs spécifiques. Cependant, pour une question de clarté et de simplicité, nous avons synthétisé ces axes dans trois tableaux distincts.

Tableau 1 : La dimension sociale dans le PDR de la région de Rabat-Salé-Kénitra (Source : Construction d'auteur)

Objectif 1 : Accompagner la montée en puissance des compétences	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none">- Promotion de l'éducation en périmètres rural, périurbain et au niveau des quartiers défavorisés ;- Amélioration de l'information et de l'orientation au niveau des collèves et lycées ;- Lutte contre la vulnérabilité.
Cibles	<ul style="list-style-type: none">- Communes rurales, périurbaines ou quartiers urbains défavorisés où le taux de décrochage scolaire est fort et la scolarisation des filles est faible ;- Élèves ;- Environ 3.000, soit 100% des élus et 3.000 fonctionnaires territoriaux.

²⁷Challenge, *Rabat-Salé-kénitra : le Programme de Développement Régional adopté*, [En ligne]<https://www.challenge.ma/rabat-sale-kenitra-le-programme-de-developpement-regional-adopte-85758/> (Consulté le 10 août 2020)

Actions planifiées	<ul style="list-style-type: none"> - Collecte et centralisation de l'information statistique et les données quantitatives et qualitatives en lien avec le ministère de l'Éducation nationale (dans le cadre de l'Action « Observatoire régional des dynamiques territoriales ») ; - Mobilisation et coordination des partenaires impliqués pour présenter au cours d'une journée aux collégiens et lycéens les emplois présentant des débouchés professionnels ; - Diffusion de l'information <i>via</i> des notes, des guides pratiques, internet, etc., à destination des élus et fonctionnaires des collectivités territoriales (les travaux et réflexions menés dans le cadre de la mise en œuvre des projets de la Région, les analyses produites par les observatoires, les études, les productions des groupes de travail et comités...) ; - Promotion des opportunités d'échange d'expériences avec d'autres collectivités au niveau national et dans le cadre de la coopération décentralisée.
Planning de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> - 2017-2021
Indicateur d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de décrochage scolaire ; - Part de filles scolarisées ; - Nombre d'élèves bénéficiaires ; - Évaluation qualitative de l'évolution du niveau des élèves bénéficiaires ; - Satisfaction des élèves bénéficiaires (enquête satisfaction).
Objectif 2 : Promouvoir la culture et le sport	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Développement de l'Ingénierie territoriale en animation culturelle ; - Promotion de la culture et du patrimoine ; - Développement des activités sportives et de loisirs.
Cibles	<ul style="list-style-type: none"> - 50 événements culturels régionaux ; - Manifestations culturelles d'envergure régionale : festivals, moussems, fêtes rurales, etc. ; - Une dizaine de salles polyvalentes.
Actions planifiées	<ul style="list-style-type: none"> - Concertations avec les acteurs culturels de la région et les collectivités territoriales : connaître les partenaires, comprendre leurs besoins, objectifs et capacités et préciser la méthode d'action ; - Construction d'un fonds de connaissance du patrimoine via une documentation homogène, pérenne, compatible avec les différentes interfaces, accessible au public et intégré au SIG de la Région ; - Priorisation des aménagements et réhabilitations des infrastructures sportives en lien avec le ministère du sport et sa direction régionale.
Planning de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> - Cadre de travail : 2017. - Méthodologie : 2018.
Indicateur d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Implication des partenaires ; - Taux de réalisation des actions ; - Nombre de projets définis ; - Nombre de projets soutenus ; - Nombre de communes couvertes ; - Nombre de clubs sportifs pour 1 000 habitants.

Tableau 2 : La dimension économique dans le PDR de la région de Rabat-Salé-Kénitra
(Source : Construction d'auteur)

Objectif 1 : Soutenir l'innovation et les filières économiques régionales	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un dispositif régional pour la Promotion de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ; - Facilitation de l'accès au primo-emploi.
Cibles	<ul style="list-style-type: none"> - 12.000 bénéficiaires des Aides Primo-Emploi ; - 300 bénéficiaires de la formation – coopération décentralisée ; - 1 observatoire dédié à l'emploi et formation professionnelle.
Actions planifiées	<ul style="list-style-type: none"> - Collecte et centralisation de l'information statistique et les données quantitatives ; - Soutien de la compétitivité du territoire.
Planning de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> - 2017-2021
Indicateur d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'acteurs mobilisés (taux de participation aux comités et travaux) ; - Nombre d'indicateurs produits ; - Périodicité de production des indicateurs ; - Nombre de publications ; - Nombre de rencontres organisées ; - Taux de satisfaction des partenaires (enquête annuelle).
Objectif 2 : Renforcer l'attractivité économique du territoire régional	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Offre d'accueil des entreprises ; - Amélioration de l'attractivité de certains sites, tels le parc Ain Johra, Atlantic Free Zone et Technopolis parc, auprès des entreprises ; - Attirance des investissements directs étrangers.
Cibles	<ul style="list-style-type: none"> - Les investisseurs nationaux et internationaux ; - Les entreprises.
Actions planifiées	<ul style="list-style-type: none"> - Élaboration de supports de communication : plaquettes, etc. ; - Organisation d'évènements de marketing territorial : visites de délégations, salons, foires, etc. ; - Publicité dans les journaux financiers et dans les revues sectorielles spécialisées ; - Relations publiques ;

	- Organisation de séminaires et missions d'investissement.
Planning de mise en œuvre	- 2017-2021
Indicateur d'évaluation	- Évolution des Investissements Directs Étrangers (IDE) dans la région.

*Tableau 3 : La dimension environnementale dans le PDR de la région de Rabat-Salé-Kénitra
(Source : Construction d'auteur)*

Objectif : Restaurer les grands équilibres environnementaux	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Protection des ressources en eaux et les milieux naturels et adapter le territoire au changement climatique ; - Couverture du territoire en service de base ; - Consolidation des outils de connaissance et de coordination.
Cibles	<ul style="list-style-type: none"> - Population de la région ; - Les associations.
Actions planifiées	<ul style="list-style-type: none"> - Publication d'un diagnostic partagé et définition des objectifs territorialisés ; - Animation socio-éducative (support de sensibilisation, animation nature, formation, équipements pédagogiques, etc.) ; - Campagne de sensibilisation sur la protection de l'environnement.
Planning de mise en œuvre	- 2017-2021

ÉTUDE DE LA PLACE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA COMMUNICATION NUMÉRIQUE DE LA RÉGION RABAT-SALÉ-KÉNITRA

Méthodologie

S'agissant de l'approche méthodologique préconisée dans le cadre de ce travail de recherche, nous avons mené une étude à la fois quantitative et qualitative dont l'objectif est d'une part, analyser les outils de la communication numérique de la Région Rabat-Salé-Kénitra et, d'autre part, évaluer la présence de la notion du développement durable sur ces plateformes. De plus, afin de pouvoir formuler des réponses précises à nos questions de recherches, nous

avons eu recours à la technique d'analyse de contenu qui se définit comme « Une technique de recherche pour la description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste de la communication²⁸ ». Elle se base d'abord sur la recherche d'informations qui se trouvent dans le contenu collecté, ensuite sur la mise en relief du sens de ce qui y est présenté et enfin sur la classification ou la catégorisation des résultats.

Par ailleurs, dans un souci de cohérence méthodologique, notre démarche consiste à mener l'étude à deux niveaux, vu que la présence de la région RSK sur le web se manifeste à travers canaux de communication digitale, à savoir le site internet « www.regionrsk.org » et la page Facebook « @region.rsk ». Dans ce cadre, le premier niveau concerne l'évaluation du site web de la région en relevant les sujets ainsi que les rubriques qui mettent en relief l'aspect du développement durable. À cet effet, nous nous sommes basés sur le site web « <http://www.site-analyzer.com> », qui offre une multitude d'outils SEO²⁹ pour améliorer la visibilité en ligne et l'optimisation d'un site web. Quant au deuxième niveau, il se base sur la collecte et l'analyse des données en provenance de la page Facebook de la région afin d'évaluer la communication sur le développement durable à travers les publications constituant notre corpus. Ainsi, la collecte a-t-elle concerné toutes les publications postées par la page Facebook de la région le long de la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2020, soit trois mois. En effet, la collecte manuelle nous a permis de constituer un échantillon composé de 117 posts se répartissant entre statut simple, lien et photo. De plus, notre travail consiste également à relever toutes les publications qui promeuvent le développement durable à travers ses trois dimensions (cf. Tableau 4). L'ensemble des résultats obtenus a été retranscrit dans un fichier Excel pour être par la suite analysé grâce aux fonctionnalités offertes par cet outil (tableaux croisés dynamiques, représentations graphiques, etc.).

Tableau 4 : recueil des données à partir de la page Facebook de la région Rabat-Salé-Kénitra (Source : Construction d'auteur)

Journée	Contenu	Type de la publication	Langue	Actualités	Interactions	Développement durable
---------	---------	------------------------	--------	------------	--------------	-----------------------

²⁸ Rodolphe Ghiglione et Benjamin Matalon, Les enquêtes sociologiques, Édition Armand Colin, « Collection Colin U », Paris, 1978, p. 155.

²⁹ L'optimisation pour les moteurs de recherche (Search Engine Optimization en anglais).

Sur le plan quantitatif, la page ne possède pas assez de mots-clés (cf. Figure 2). En effet, d'après l'analyse, nous avons relevé seulement 151 mots-clés, chose qui nous a ramené à un ratio texte/code³⁰ trop faible, c'est-à-dire 1,67% du contenu du site est de type texte. À cet effet, il est conseillé d'avoir un ratio d'un minimum de 15%, car plus le ratio est élevé, plus la crédibilité du site est forte.

Tableau 5 : Sémantique du site web de la région RSK

H1	H2	H3	H4	H5	H6
1	2	3	4	0	0

Type	Contenu
H1	مجلس جهة الرباط-سلا-القنيطرة
H2	Le mot du président
H2	Actualités
H3	Liens utiles
H3	Adresse
H3	Contact
H4	Médiathèque
H4	Appels d'offres
H4	Publications
H4	Actualités

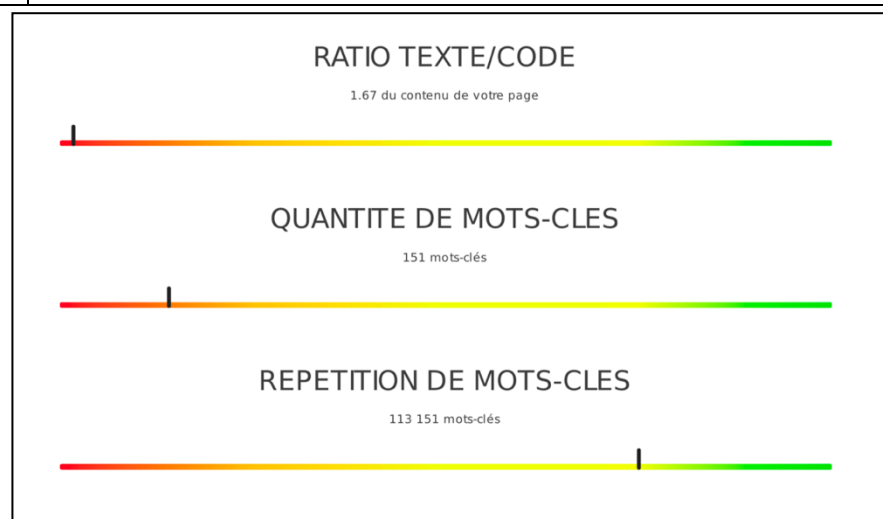


Figure 2 : Métrique du contenu du site web

S'agissant de la sémantique, il ressort que les titres Hx sont optimisés, si nous ne comptons pas l'absence des titres H5 et H6, comme mentionné dans le tableau 5. Il est à noter

³⁰ Le ratio texte/code correspond à la quantité de texte par rapport à la quantité du code HTML sur la page. Il est utilisé pour juger de la richesse du contenu d'un site web.

que les titres de H1 à H6 permettent d'organiser la structure du contenu de la page selon leur importance. Ils sont primordiaux dans une bonne stratégie de référencement naturel.

Analyse des dimensions du développement durable

La prise en compte du concept de développement durable dans l'analyse du site web de la région Rabat-Salé-Kénitra s'est basée sur le recueil et l'identification du contenu ayant trait aux trois dimensions : le social, l'économie et l'environnement. Dans ce cadre, le site comporte deux sous-rubriques traitant le développement durable, à savoir la sous-rubrique « التنمية المستدامة » (le développement durable en arabe) qui se trouve uniquement sur la version arabe, et celle relative au « *برنامج التنمية الجهوية* » (« *Projet de Développement Régional* » dans la version arabe). Cette dernière présente les axes majeurs du Plan de développement régional de la région de Rabat-Salé-Kénitra et met à la disposition des internautes une synthèse d'une vingtaine de pages de ce plan, dans les deux langues, dont l'original comporte 146 pages.

Concernant la dimension sociale, elle est présentée dans les deux versions par les sous-rubriques « Équipements sociaux » ou « المرافق الاجتماعية » et « Schéma régional d'aménagement du territoire » ou « التصميم الجهوي لإعداد التراب », qui constitue un document de référence pour l'aménagement de l'espace de l'ensemble du territoire de la région RSK et une vitrine des différents projets couvrant les secteurs socio-économiques. Toutefois, la dimension environnementale se voit uniquement à travers la sous-rubrique « Environnement » dont le lien hypertexte qui la concerne n'est pas cliquable.

Par ailleurs, la troisième dimension du développement durable qui est l'économie se traduit sur le site par plusieurs sous-rubriques présentant les grands projets réalisés ou en cours de réalisation au niveau de la région de Rabat-Salé-Kénitra. On note par exemple le parc de Technopolis, le parc industriel de Ain Johra dans la province de Khémisset, etc.

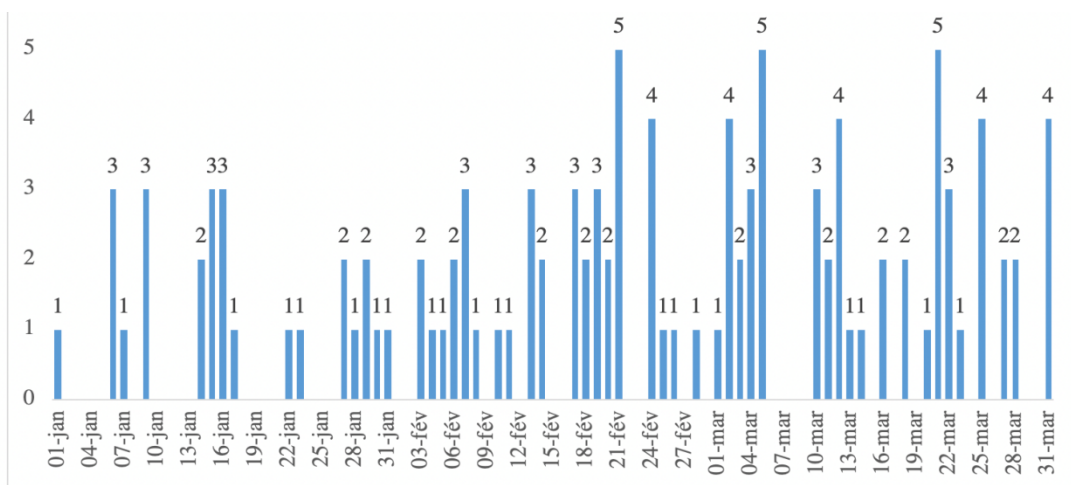
L'analyse de la page Facebook de la région RSK, principaux résultats

La page Facebook de la région de Rabat-Salé-Kénitra est connue sous le nom : « Région Rabat Salé Kénitra مجلس جهة الرباط سلا القنيطرة @region.rsk ». Elle compte, jusqu'à la date du 31 mars 2020, 7.160 abonnés et 6.984 mentions « j'aime ».

Analyse des publications de la page Facebook de la région RSK

Durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2020, 117 posts ont été publiés sur la page Facebook de la région RSK, avec une moyenne de 39 posts par mois. Le suivi de la page Facebook nous a permis de relever une irrégularité majeure des publications (*cf.* Figure 3), car 37 journées de la période de l'étude n'ont connu aucune publication.

Figure 3 : Évolution des publications sur la page Facebook de la région RSK



Quant aux types de publications, nous avons relevé que les photos se positionnent en tête avec 97 posts, soit 82,90% du total, suivies par les statuts (12) et les vidéos arrivent en dernier lieu avec seulement 8 posts. Par ailleurs, ces publications, dont plus de 70% concernent l'actualité de la région, ont généré un total de 3.433 interactions réparties entre 2.621 mentions « J'aime », 315 « commentaires » et 497 « partages ». Quant à la répartition d'interactions par type de publication, nous avons relevé que les photos ont enregistré plus de 2.900 interactions, tandis que les statuts et les vidéos ont généré 252 et 219 interactions respectivement.

Analyse des dimensions du développement durable à travers les publications de la page Facebook de la région RSK

Sur les 117 publications constituant notre corpus, 33 posts (28,20%) ont concerné le développement durable à travers ses trois dimensions, dont environ les trois quarts ont été publiés durant le mois de janvier 2020. L'analyse du contenu des publications relatives au développement durable nous a permis de faire ressortir les résultats ci-après :

- Environ la moitié a concerné l'aspect social (17 posts), et ce, à travers la publication de contenu relatif à des sujets, tels que : La prise en charge des femmes victimes de violence, l'intégration des personnes en situation de handicap, etc. ;
- 10 publications promeuvent la dimension économique en présentant les potentiels de la région en matière d'emploi, d'investissement, de grands projets, etc.
- Seulement 6 publications ont traité l'aspect environnemental en mettant en avant certaines réalisations en la matière comme par exemple la mise en place d'un projet-pilote d'organisation d'une filière de collecte et de valorisation des déchets en milieu urbain.

Par ailleurs, presque 88% des posts ayant trait au développement durable ont été publiés sous forme d'une photo, au moment où 3 statuts et une seule vidéo ont concerné l'un des trois aspects du développement durable. De plus, ces publications, dont la grande majorité (96,96%) a concerné l'actualité régionale, ont généré une centaine d'interactions.

Ainsi, face à l'ensemble des résultats obtenus après l'évaluation et l'analyse des outils numériques de la région RSK, quelques recommandations peuvent être prises en considération en vue de renforcer sa présence sur le web et par conséquent mieux communiquer autour du développement durable. Dans ce cadre, nous proposons de :

- procéder à une refonte du site web de la région RSK, car le site web n'est pas seulement la vitrine de l'activité d'une organisation quelconque, mais c'est un outil pour se démarquer et générer les opportunités de services en ligne. Cette refonte concernera deux niveaux. Le premier d'ordre visuel consistant à

- améliorer et moderniser le design du site web existant. Le deuxième est structurel visant à retravailler l'arborescence et les fonctionnalités du site ;
- tirer profit des possibilités offertes par les réseaux sociaux en matière d'information et de communication, car le recours à ces nouveaux médias permettrait d'atteindre un maximum de personnes et contribuerait à la vulgarisation de toute information relative à la notion du développement durable.

Tableau 6 : Exemple d'un planning journalier des publications sur les réseaux sociaux destiné à la région Rabat-Salé-Kénitra (Facebook et twitter) (Source : Construction d'auteur)

SEMAINE DU .././.... AU .././....					
Jour	Date	Heure	Contenu	Hashtag#	Visuel
Lundi	.././....	..H..	Actualité de la région Rabat-Salé-Kénitra	#Région #Actualité #RSK	Lien vers le site web
Mardi	.././....	..H..	Présentation du plan économique et financier pour la protection de l'Environnement	#Région #RSK#Environnement	Photos de la réunion
Mercredi	.././....	..H..	Le rôle des coopératives en matière de création de richesses et d'emplois	#Regionrsk #Coopérative#Emploi	Vidéo explicative
Jeudi	.././....	..H..	Présentation de la stratégie régionale de la lutte contre la violence faites aux femmes	#RSK #Région#violence #femme	Illustrations/ Infographie
Vendredi	.././....	..H..	Insertion du développement durable dans le système éducatif	#RSK #développementdurable #Education	Illustrations
Samedi	.././....	..H..	La protection sociale	#CNSS#CNOPS #AMO #RAMED	Vidéo explicative
Dimanche	.././....	..H..	La promotion de l'entrepreneuriat au niveau de la région RSK	#Regionrsk #Entrepreneuriat #Développementdurable	Illustrations/ images

CONCLUSION

En somme, ce travail de recherche que nous avons mené a constitué une opportunité pour évaluer la communication numérique de la région de Rabat-Salé-Kénitra sur le développement durable. De manière générale, il apparaît que cette région déploie et met en œuvre un ensemble d'actions de communication numérique afin d'une part, de renforcer la cohésion sociale, l'attractivité de la région et la protection de l'environnement et, d'autre part, de mieux s'adapter aux défis de l'ère du digital. À cet égard, nous avons pu noter que la région met à la disposition des internautes un portail électronique et une page Facebook, où sont présentés l'actualité de la région, ainsi que les potentiels et les atouts qui la concernent. Cette ouverture témoigne de l'engagement de cette région dans le vaste chantier de réformes et d'ajustement structurel visant à placer la transformation numérique comme levier stratégique pour une administration marocaine efficace, transparente et qui répond aux attentes du citoyen du XXI^e siècle.

Cependant, nous avons noté une faible communication sur le développement durable à travers les outils numériques de la région, car seulement 28,20% des publications, objet de l'étude, ont abordé l'une de ses trois dimensions (social, économie et environnement). Un constat qui se confirme également à travers le site web de la région qui ne dispose d'aucune rubrique ou sous-rubrique réservée exclusivement à la présentation et la définition du développement durable, ses piliers, ses principes, ainsi que ses enjeux. De plus, au cours de l'évaluation du portail de la région, nous avons constaté que plusieurs rubriques et sous-rubriques ne sont pas cliquables et ne mènent vers aucun lien.

En définitive, la concrétisation et la réussite d'une communication promouvant le développement durable passe indéniablement par l'élaboration d'une stratégie de communication digitale fixant les objectifs, les cibles ainsi que les outils à mettre en œuvre par la région RSK pour assurer d'une part, une meilleure visibilité sur le web et, d'autre part, une vulgarisation et une communication efficace sur les diverses dimensions relatives au développement durable.

BIBLIOGRAPHIE

1. COHEN-BACRIE Bruno, Communiquer efficacement autour du développement durable : de l'entreprise éthique à la collectivité citoyenne, les éditions Démos, « Collection communication », 29/06/2009, 172 pages.

2. BESSIÈRES Dominique, « La définition de la communication publique : des enjeux disciplinaires aux changements de paradigmes organisationnels », *Communication et organisation* [En ligne], 35 | 2009, mis en ligne le 01 décembre 2012, consulté le 04 juin 2020. URL : [http:// journals.openedition.org/communicationorganisation/686](http://journals.openedition.org/communicationorganisation/686) ; DOI : 10.4000/ communicationorganisation.686
3. DOUTRELLOT Olivier, MABI Clément et MOREAU Raphaël, « La communication des collectivités à l'épreuve du numérique », *La communication publique en tension*, Sous la direction de François Lambotte, Alexandre Piraux et Luc Wilkin, 2012, pp 93-111.
4. DUBIGEON Olivier, *Mettre en pratique le développement durable*, village mondial, 2^e édition, 2002, 272 pages.
5. BADDACHE Farid, *le développement durable*, Édition Eyrolles, 2010, 208 pages.
6. LORANT Guy, *les collectivités locales face aux défis de la communication*, Édition le Harmattan, 2005, 184 pages.
7. Haut-Commissariat au Plan, 2014, « Recensement Général de la population et de l'Habitat », [En ligne], <https://www.hcp.ma/region-casablanca-settat/attachment/861124/> (Consulté le 18 juillet 2020).
8. SCHNEIDER Ludovic, *100 questions pour comprendre et agir : Le développement durable territorial*, Édition AFNOR, 2010, 176 pages.
9. PASQUIER Martial, *La communication publique*, Édition De Boeck Supérieur, 14 octobre 2011, 1200 pages.
10. Ministère de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement, « La Stratégie Nationale du Développement Durable 2030 », adoptée lors du Conseil des ministres le 25/06/2017.
11. Ministère de l'Intérieur, Wilaya de la région de Rabat-Salé-Kénitra, Conseil régional de Rabat-Salé-Kénitra, « Plan de développement Régional de la région de Rabat-Salé-Kénitra », mai 2017, 146 pages.
12. AWONO Richard, « La communication territoriale : constructions d'un champ », *Communiquer*, 15 | 2015, mis en ligne le 17 octobre 2015, consulté le 16 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/communiquer/1686> ; DOI : 10.4000/communiquer.1686
13. BRUNEL Sylvie, *le développement durable*, « Coll. Que sait-je ? », n°3719, mars 2015, 128 pages.